



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la Légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 10 février 2025

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2025 041-0001**

autorisant la société VAILLS CARRIÈRES à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune d'Estagel  
(AIOT n° 0006601409)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code minier ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024 298-0002 du 24 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2800 du 12 août 2005, autorisant la Société VAILLS CARRIÈRES SAS à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire au lieu dit « Coumeilles des Barrencs », sur le territoire de la commune d'Estagel, sur une surface de 32 304 m<sup>2</sup>, pour une production maximale annuelle de 200 000 tonnes et pour une durée de 10 ans et portant sursis à statuer sur la partie extension de la demande, modifié ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2727/08 du 7 juillet 2008 mettant à jour le montant des garanties financières de la carrière de calcaire située au lieu-dit « Coumeilles des Barrencs » sur le territoire de la commune d'Estagel ;
- Vu** le courrier, daté du 17 janvier 2025, de la société VAILLS CARRIÈRES sollicitant la prolongation de deux ans de l'autorisation environnementale de la carrière à ciel ouvert de calcaire qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Estagel ;
- Vu** le rapport d'instruction n° 2025-016-PR daté du 20 janvier 2025 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de l'analyse de cette demande ;
- Vu** le projet du présent arrêté transmis à la société VAILLS CARRIÈRES, le 20 janvier 2025 ;
- Vu** le courriel du 27 janvier 2025 de la société VAILLS CARRIÈRES, qui indique ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet ;

**Considérant** que dans la cadre de sa demande de prolongation de deux ans de l'autorisation d'exploiter la carrière d'Estagel, la société VAILLS CARRIÈRES :

- ne sollicite aucune demande d'extension de la carrière,
- ne sollicite pas d'augmentation de la capacité annuelle maximale d'extraction (200 000 t/an) déjà autorisée,
- continuera d'exploiter celle-ci exactement dans les mêmes conditions qu'actuellement (phasage, modalité d'extraction du calcaire, maintien des mesures existantes de limitation des dangers et inconvénient, mesures de remise en état) ;

**Considérant** par conséquent, que la prolongation de deux ans de l'autorisation actuelle d'exploiter la carrière d'Estagel n'entraînera pas d'incidences négatives notables nouvelles sur l'environnement et que les impacts liés à son fonctionnement ont déjà été évalués lors du dernier renouvellement de son exploitation, accordé par l'arrêté préfectoral du 12 août 2005, susvisé ;

**Considérant** dès lors que la demande de prolongation de deux ans de l'autorisation d'exploiter la carrière d'Estagel, déposée conformément aux dispositions de l'article R. 181-49 du Code de l'environnement :

- ne nécessite pas, en application des dispositions de l'article R. 122-2 du même Code, d'être soumise à évaluation environnementale, ni de faire l'objet d'un examen au cas par cas,
- ne constitue pas, en application des critères d'appréciation du I de l'article R. 181-46 du même Code, une modification substantielle ;

**Considérant** par ailleurs, que la société VAILLS CARRIÈRES a joint, à sa demande du 17 janvier 2025 susvisée, une proposition de montant des garanties financières, afin de couvrir la période de prolongation sollicitée ;

**Considérant** que ce montant a été actualisé par l'inspection des installations classées selon les modalités définies par les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, susvisé ;

**Considérant** de plus, que la prolongation de deux ans de l'autorisation d'exploiter la carrière d'Estagel, sollicitée, ne rend pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du Code de l'environnement, ou de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**Considérant** enfin, qu'aux termes du I de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas ;

**Considérant** que les dangers ou inconvénients liés au fonctionnement de la carrière d'Estagel, dont les conditions d'exploitation demeureront inchangées, sont déjà prévenus par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008, susvisé ;

**Considérant** dès lors, que l'ensemble des conditions sont réunies afin que Monsieur le Préfet puisse accorder à la société VAILLS CARRIÈRES l'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière d'Estagel pour une durée supplémentaire de deux ans à compter du 12 août 2025 ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - PORTÉE DE LA PROLONGATION**

L'autorisation de 20 ans, accordée par arrêté préfectoral n° 2800 du 12 août 2005 susvisé à la société VAILLS CARRIÈRES (n° SIREN : 790 155 014), dénommée ci-après l'exploitant et dont le siège social est situé 8 Cami de l'Aulède à SAINT-JEAN-PLA-DE-CORTS (66490), pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune d'Estagel, est prorogé de deux ans à compter du 12 août 2025, soit jusqu'au 12 août 2027, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES**

À la fin du tableau figurant à l'article 11 de l'arrêté préfectoral n° 2727/08 du 7 juillet 2008 susvisé, la ligne suivante est ajoutée :

«

<i>Phase 4bis : 12/08/2025 au 12/08/2027</i>	<i>168 646,00 €</i>
--	---------------------

».

### **ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE**

L'attestation de constitution de la garantie financière d'un montant de 168 646 € fixé à l'article 2 du présent arrêté, rédigée dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, est adressée à Monsieur le Préfet, le 11 août 2025, au plus tard.

Durant la période d'exploitation accordée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, les modalités d'exploitation de la carrière d'Estagel demeurent inchangées et conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 modifié, susvisé.

#### **ARTICLE 4 - SANCTION**

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, Monsieur le Préfet pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 - DROIT DES TIERS**

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie l'exploitant.

#### **ARTICLE 6 - PUBLICATION - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>:

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **ARTICLE 7 - EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune d'Estagel, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de la société VAILLS CARRIÈRES, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- à Monsieur le Maire de la commune d'Estagel ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Prefet  
Pour le préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,

Bruno BERTHET